



© Gert Jochems / Agence VU¹ pour Action contre la Faim

LES RECOMMANDATIONS D'ACTION CONTRE LA FAIM

POUR FAIRE FACE AUX REPERCUSSIONS MONDIALES DE LA GUERRE EN UKRAINE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

Face aux nombreuses discussions et initiatives en cours suite au déclenchement de la guerre en Ukraine, et notamment celles en lien avec un plan d'urgence pour la sécurité alimentaire (Food and Resilience Mission) annoncé par la France à l'issue des sommets du G7, de l'UE et de l'OTAN, Action contre la Faim (ACF) souhaite partager son analyse des impacts déjà en cours sur les terrains dans lesquels elle opère et des éléments à prendre en compte dans ces initiatives internationales. Un soutien réel et des impacts positifs à court et long terme pour les populations menacées par l'aggravation de l'insécurité alimentaire doivent être l'objectif premier de toutes réponses. Ces initiatives doivent intégrer un renforcement de certains dispositifs déjà existants et porter une transformation en profondeur de nos systèmes alimentaires pour accompagner et soulager les personnes souffrant de la faim.

NOTRE ANALYSE

LE BLE, UNE DENREE ESSENTIELLE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE

Deux pays majeurs dans la production de blé – de nombreux pays dépendants

Le blé (avec le riz et le maïs) est une denrée alimentaire de première importance pour assurer la sécurité alimentaire mondiale. Mais un certain nombre de pays dépendent directement des importations de blé pour couvrir leurs besoins. Il s'agit tout particulièrement des pays d'Afrique du Nord (Egypte, Libye, Algérie...) et du Moyen-Orient (Yémen, Liban, Irak), et dans une moindre mesure des pays d'Afrique subsaharienne (Nigeria, Soudan, Sénégal...) et d'Asie (Bangladesh).

En 2021, l'Ukraine et la Russie font partie des cinq principaux exportateurs de blé (respectivement en 5^{ème} et 1^{ère} position¹), entre autres denrées alimentaires². Or, de nombreux pays sont particulièrement dépendants de l'un de ces deux pays, ou des deux, pour leurs importations de blé³. *C'est le cas de deux pays d'intervention d'ACF, la République Démocratique du Congo (RDC) et Madagascar qui dépendent à 100% des exportations de blé⁴. Ces exportations proviennent de la Russie pour une large part : plus de 80% pour la RDC et 50% pour Madagascar, ce dernier pays comptant sur l'Ukraine pour près de 25% de ses approvisionnements en blé⁵.*

Des cours mondiaux déjà élevés, impactés par la crise russo-ukrainienne

Les cours internationaux du blé connaissent depuis 2020 une forte augmentation, dépassant les niveaux atteints lors de la crise économique de 2007-2008 ayant débouché sur les « émeutes de la faim », et avoisinant ceux de 2011⁶. Cette situation s'explique notamment par le récent positionnement de la Chine sur ce marché, dont la demande en constante augmentation contribue à cette hausse des cours. La guerre entre la Russie et l'Ukraine va encore accentuer ce phénomène : perturbation des exportations (infrastructures de transit perturbées ou détruites⁷), destruction potentielle de réserves, difficultés de lancer la prochaine campagne de mise en culture et/ou difficulté d'entretenir les récoltes... C'est donc le commerce et la production internationale de cette denrée qui sont fortement menacés à très court et moyen termes, et en bout de chaîne l'accessibilité de cette denrée pour les ménages les plus pauvres.

¹ FAO, [Information note – The importance of Ukraine and the Russian Federation for global agricultural markets and the risks associated with the current conflict](#), 2022.

² Notamment maïs, colza, huile de tournesol...

³ FAO, [Information note – The importance of Ukraine and the Russian Federation for global agricultural markets and the risks associated with the current conflict](#), 2022. Cf p10 Figure 15: Wheat import dependency, 2021.

⁴ WFP, [Food security implications of the Ukraine conflict for the southern Africa region](#), Mars 2022.

⁵ FAO, [Information note – The importance of Ukraine and the Russian Federation for global agricultural markets and the risks associated with the current conflict](#), 2022.

⁶ FAO, [Information note – The importance of Ukraine and the Russian Federation for global agricultural markets and the risks associated with the current conflict](#), 2022, p12.

⁷ Le port d'Odessa notamment, est en enjeu stratégique par lequel transite de nombreuses exportations russes et ukrainiennes.

LES AUTRES COURS INTERNATIONAUX A LA HAUSSE QUI IMPACTENT LA SECURITE ALIMENTAIRE

La hausse des autres denrées de base

Les hausses des cours internationaux ne frappent pas seulement le blé. Elles concernent de nombreuses autres denrées alimentaires de base, en particulier le maïs, et les huiles alimentaires. Ces hausses préexistaient à la guerre en Ukraine qui vient encore aggraver la situation. Elles peuvent résulter de moindres exportations de la part de la Russie et de l'Ukraine, de spéculation sur les cours mondiaux et de crispation des marchés. *Le bureau d'ACF en RDC et son Directeur, Giovanni Sciolto, constatent par exemple une augmentation des prix de certaines denrées dues à une réduction des exportations des pays voisins (Tanzanie et Rwanda) qui anticipent une crispation des marchés. Selon le Directeur du bureau ACF du Burkina Faso, Grégoire Brou « Le conflit en Ukraine est également susceptible d'avoir un impact sur la flambée des prix des céréales, aggravant une situation déjà mauvaise. On estime que 3 millions de personnes sont confrontées à l'insécurité alimentaire au Burkina Faso et ce nombre est susceptible d'augmenter considérablement cette année en particulier pendant la période de soudure. C'est maintenant le moment de la mobilisation de tous, pas du désengagement. »*

L'envolée des prix du pétrole et du gaz touchent aussi la sécurité alimentaire

L'augmentation des prix du pétrole et du gaz, dues à ce conflit, renchérisse par ailleurs les coûts du fret maritime qui se répercutent directement sur celui des denrées alimentaires. A plus ou moins court terme, cela pourra impacter l'ensemble des produits importés et avoir des conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages.

Le prix des énergies, en particulier du gaz, impacte également les coûts de production des engrais azotés (qui représente jusqu'à 80% du coût total de leur production). *Au Nigéria, bien qu'étant un pays producteur, le prix du pétrole est en augmentation depuis plusieurs mois, avec des répercussions sur le prix des engrais, des produits vivriers et manufacturés. Au Myanmar, le prix du pétrole a augmenté de 14 à 18% en février dernier et devrait continuer d'augmenter en avril. Cela va avoir des répercussions sur les coûts de production et de post-production des aliments, les coûts de transports et les plus petites industries. En bout de course c'est la situation des ménages les plus pauvres qui va continuer de se dégrader. Au Sierra Leone, une forte augmentation des prix du pétrole est constatée, plus de 80%, en l'espace de quelques jours et devraient encore s'aggraver. Cette augmentation a de profonde répercussion sur les prix des transports publics. Selon Mohamed Takoy, Directeur du bureau pays Sierra Leone d'ACF : « ici, la situation était déjà très fragile à cause de l'impact du COVID-19. Plus de 1,2 million de personnes sont en insécurité alimentaire. Avec cette nouvelle crise, elles devraient être près de 400.000 de plus dans quelques mois. L'importante augmentation du prix du pétrole notamment va avoir de fortes répercussions sur la sécurité alimentaire du pays. »*

Avec la hausse des prix, c'est la faim qui augmente

Tous ces éléments participent directement à rendre les produits alimentaires toujours plus chers. En juillet 2021, le rapport SOFI⁸ évoquait déjà l'impossibilité pour 3 milliards de personnes dans toutes les

⁸ FAO, FIDA, UNICEF, PAM, OMS, [L'Etat de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde](#), 2021, p xiv.

régions du monde d'accéder, faute de revenus suffisants, à une alimentation saine. Le même rapport prévoyait une aggravation de ces chiffres en raison de la pandémie de COVID-19. Une concomitance de la baisse des revenus et de l'augmentation des prix des denrées de base pourrait s'avérer catastrophique. Il y a fort à craindre que les données du prochain rapport SOFI se révèlent encore plus alarmantes que les prévisions, compte tenu de cette nouvelle crise qui s'ajoute à une situation mondiale déjà particulièrement tendue. Selon la FAO et selon les scénarii, les impacts de la crise ukrainienne sur l'insécurité alimentaire pourrait provoquer une augmentation de 7.6 millions à 13.1 millions de personnes sous-nutries⁹.

Dans les pays déjà ravagés par les conflits, ou ceux en tensions, il est à craindre si la tendance se confirme, une recrudescence des tensions et une augmentation des violences.

Le rapport SOFI 2021 annonçait déjà que nous n'étions pas en voie d'attendre l'objectif 'Faim 0' d'ici à 2030. Un objectif d'autant plus inatteignable avec cette nouvelle crise et en parallèle de la crise climatique déjà en cours.

LES IMPACTS SUR L'AIDE HUMANITAIRE

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) est fortement dépendant pour ses approvisionnements des blés russes et ukrainiens. L'Ukraine est le premier partenaire du PAM (14% des achats totaux du PAM), la Russie le 4^{ème} (5% de ces achats). La guerre en Ukraine remet en cause la possibilité pour le PAM de poursuivre son approvisionnement à partir de l'Ukraine et de la Russie, au moins durant les prochaines semaines. Pour autant, le programme dispose de stocks pour les prochains mois.

Outre les difficultés d'approvisionnement immédiates, l'augmentation des cours du blé et du pétrole va aussi lourdement impacter les coûts de l'aide humanitaire. *ACF envisage d'ores et déjà des répercussions sur ses programmes et ses missions avec l'augmentation des coûts de déplacements, d'approvisionnement pour les produits alimentaires et non alimentaires.* Selon Isabelle Robin, Directrice Régionale des opérations pour l'Afrique Centrale chez ACF : « *Avec la hausse des prix, l'action contre la faim risque de ne pas pouvoir acheter et transporter autant de denrées alimentaires et non alimentaires que prévu. Nous pourrions devoir réduire notre assistance et ne pas aider autant de personnes que planifié au moment même où les besoins humanitaires seront en forte hausse. Il est donc indispensable d'avoir une mobilisation des bailleurs de fonds pour aider les plus vulnérables à surmonter cette nouvelle crise* ». Jean-Baptiste Lamarche, Directeur Logistique et Systèmes d'information chez ACF, observe quant à lui que « *avant même la crise du COVID-19, il y avait déjà des tensions sur la chaîne d'approvisionnement internationale (raréfaction de certaines ressources, accroissement des délais, augmentations de prix dans certains secteurs...).* La crise du COVID-19 a exacerbé ces tendances, encore accentuées par la guerre Ukraine-Russie. Des évolutions qui pourraient s'avérer dangereuses pour la bonne tenue de nos projets en cours ou à venir. »

Le PAM estime de son côté que l'augmentation des prix des denrées alimentaires et du pétrole va accroître de 20% les coûts de l'aide humanitaire.

Des pays comme le Yémen font déjà face à un manque important de financements. Pourtant, 17,4 millions de Yéménites sont confrontés à l'insécurité alimentaire. Un nombre qui va encore augmenter

⁹ FAO, [Information note – The importance of Ukraine and the Russian Federation for global agricultural markets and the risks associated with the current conflict](#), 2022.

d'ici à juin, selon les dernières projections, pour atteindre 19 millions de personnes. Le pays compte 2,2 millions d'enfants de moins de cinq ans, dont 538 000 souffrant de malnutrition sévère. Le conflit en Ukraine va encore aggraver cette situation déjà catastrophique. En effet, le Yémen dépend presque entièrement des importations alimentaires, et 30 % de ses importations de blé provient d'Ukraine. La forte augmentation des prix du blé due au conflit en Ukraine va automatiquement se répercuter sur le coût de la nourriture et restreindre l'accès à l'alimentation pour la population la plus vulnérable. La réponse humanitaire en sécurité alimentaire va voir ses coûts augmenter, et sans appui financier, le nombre de personnes recevant de l'aide va mécaniquement diminuer.

L'exemple du Yémen n'est malheureusement pas isolé et les conséquences de la guerre russo-ukrainienne sont déjà visibles et vont bien au-delà des frontières de ces deux pays.

LE CONFLIT UKRAINIEN, NOUVELLE ILLUSTRATION D'UN SYSTEME AGRO-INDUSTRIEL EN BOUT DE COURSE

Avec cette guerre, et ses répercussions sur la sécurité alimentaire mondiale, plusieurs voix et initiatives politiques se sont élevées pour renforcer une production agricole industrielle, au motif de soutenir la demande internationale. Après la pandémie de COVID-19 et ses répercussions sur les flux de marchandises, cette guerre illustre à nouveau la fragilité des systèmes alimentaires industriels basés sur des flux commerciaux internationaux déséquilibrés et une spécialisation de la production agricole par pays. Ces mêmes systèmes sont également particulièrement impactant sur les écosystèmes, la santé humaine et animale, sur la crise climatique, sur la justice sociale. Autant d'éléments qui se révèlent être des causes profondes de la faim. Cette guerre ne peut pas être un prétexte pour renforcer un système délétère. Au contraire, il est plus que jamais nécessaire de respecter les engagements internationaux (notamment l'accord de Paris), régionaux (Pacte vert pour l'Europe...) et nationaux.

NOS RECOMMANDATIONS

Les demandes d'Action contre la Faim, à court et long terme, pour éviter une catastrophe humanitaire

- **Dans l'immédiat, une aide humanitaire à la hauteur des besoins immédiats et permettant d'éviter les famines annoncées doit être une priorité**

Action contre la Faim demande avec force la cessation immédiate des hostilités en Ukraine afin de protéger les civils et de faciliter la réponse humanitaire.

En Ukraine et dans les ports de la mer Noire, la communauté internationale doit empêcher l'utilisation de la faim comme arme de guerre, en vertu du droit international ([Résolution 2417](#)). Toutes attaques contre des greniers à blé, des marchés, et autres infrastructures civiles essentielles, *a fortiori* à l'encontre des personnes préparant, emblavant, récoltant les terres, ne devraient pas rester impunies. Tout doit être fait pour permettre aux agriculteurs ukrainiens de mener la saison agricole 2022. De

même, l'accès au port d'Odessa et la circulation des matières premières céréalières doivent être maintenus et préservés.

Dans les pays les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire, une aide humanitaire anticipée et préventive doit passer par une réponse immédiate en accroissant l'aide aux crises alimentaires déjà existantes, en réagissant rapidement aux détériorations de situation au niveau local, afin d'éviter une nouvelle spirale de la faim. En ce sens, certains mécanismes existants, comme le Pacte du G7 « pour la prévention de la famine et des crises humanitaires » doivent être renforcés et mis en place au plus vite. Plus spécifiquement et dans les jours à venir, des réponses immédiates doivent être soutenues et mises en œuvre notamment pour le Sahel ([conférence internationale du 6 avril](#)), et l'Afghanistan ([conférence des donateurs du 31 mars](#)). De même, une réponse humanitaire adéquate devra être apportée dans le cas où les sanctions internationales visant la Fédération de Russie auraient pour conséquences des pénuries de produits essentiels, notamment concernant les denrées alimentaires de base.

Action contre la Faim demande en particulier :

aux bailleurs,

- **de répondre à l'augmentation des prix des denrées alimentaires non pas en réduisant le nombre de bénéficiaires ciblés dans les programmes humanitaires mais au contraire, par une augmentation des budgets dédiés à l'aide alimentaire.** Notamment, il est indispensable de prendre en compte les surcoûts liés à l'inflation (salaires, matières premières, transport) en augmentant les budgets afin d'être en capacité de réaliser les projets prévus ;
- **de répondre immédiatement aux besoins des crises (Yémen, le Sahel, Afghanistan, Myanmar...) qui continuent, voire pourraient s'aggraver du fait des impacts de la crise ukrainienne et du contexte international complexe.** Il faut continuer à financer les besoins humanitaires et de développement qui restent largement sous financés dans de nombreux pays. Les gouvernements donateurs ne doivent pas rediriger l'aide, les ressources ou les engagements politiques déjà pris en faveur des crises alimentaires existantes, et l'aide en faveur des pays et populations les plus vulnérables. A ce jour, seul 5,1% des 42,2 milliards demandés pour répondre aux crises au niveau mondial pour 2022 ont été collectés¹⁰.

à la communauté internationale,

- **d'assurer la viabilité des opérations du PAM** via le relais par d'autres pays producteurs pour approvisionner les flux et par un soutien financier au PAM et des acteurs humanitaires au vu des surcoûts induits par la hausse des prix de l'énergie et des matières premières ;
- **de freiner les phénomènes de spéculation** sur les prix des matières premières céréalières, via un relâchement des stocks par les pays détenteurs de stocks importants, et via la mise en place de mesures de régulation des marchés céréaliers. Les gouvernements doivent éviter les restrictions aux exportations qui contribuent aux tendances haussières et à la volatilité des prix ;
- **d'appuyer le groupe de travail de haut niveau sur la prévention de la famine (FAO, PAM et BCAH) afin de renforcer son périmètre et améliorer son action en particulier sur l'accès humanitaire et l'application du Droit international humanitaire.** En effet, dans de nombreux pays en conflit, il n'y aura pas de réponse immédiate possible à la famine ou à l'aggravation de l'insécurité alimentaire si les organisations n'ont pas d'accès aux populations et si l'espace humanitaire n'est pas préservé ;

¹⁰ <https://fts.unocha.org/appeals/overview/2022>

- **de prendre des mesures d'urgence pour garantir les socles de la protection sociale pour toutes et tous selon la recommandation 202 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).** Bien que des pénuries locales commencent à émerger, cette crise prend la forme à ce jour avant tout d'une crise de l'accessibilité plus que de la disponibilité des denrées, ces mesures en faveur de ceux qui n'ont pas/plus accès à l'alimentation doivent être renforcées dans tous les pays faisant face à la hausse des prix de l'alimentation. Un revenu de base pendant les 1000 premiers jours de l'enfant et l'accès à une Couverture Santé Universelle intégrant les soins nutritionnels permettraient d'éviter que davantage de ménages ne tombent dans la pauvreté et soigner rapidement les personnes atteintes de sous-nutrition. Aujourd'hui l'aide publique au développement pour la protection sociale représente moins de 1% de l'APD mondiale. **Les pays du G7 qui se réuniront en Allemagne les 26-28 juin prochains doivent s'engager à ce qu'un mécanisme de financements additionnels soit intégré à la récente proposition pour un Accélérateur Mondial pour l'Emploi et la Protection Sociale afin de combler rapidement le déficit de financement pour les socles universels de la protection sociale dans les pays les plus pauvres.**

- **Dès maintenant et pour le long terme, il faut renforcer la souveraineté alimentaire et économique des Etats**

La crise covid-19 et la guerre en Ukraine montrent la fragilité d'un modèle de sécurité alimentaire basée sur les flux internationaux de denrées alimentaires et l'hyper spécialisation de production des Etats. Le contexte actuel nous rappelle l'impérieuse nécessité de transformer en profondeur les systèmes alimentaires pour réduire la dépendance des Etats aux importations des denrées de base et pour atteindre dans chaque pays, ou à minima au niveau régional, la souveraineté alimentaire. Il faut soutenir une agriculture durable et locale pour une consommation locale, voire régionale. Cette transformation radicale des systèmes alimentaires doit également prendre en compte la crise climatique afin de permettre de diminuer drastiquement notre impact sur cette crise tout en s'adaptant à ses effets. En particulier, Action contre la Faim demande :

- **aux Etats un appui massif à l'agroécologie paysanne dans les investissements agricoles à l'international ainsi que dans les politiques nationales et régionales.** L'agroécologie paysanne œuvre en effet à la souveraineté alimentaire avec une production agricole localisée, diversifiée et vivrière. Elle permet de réduire la dépendance des paysans et des pays aux groupes multinationaux agro-industriels (fournissant semences et intrants chimiques), en produisant une alimentation diversifiée et de qualité, en mettant fin à une spécialisation des pays pour certaines denrées alimentaires et basée sur un commerce international ;
- **aux Etats avec un IDH élevé, une transformation profonde de leurs systèmes alimentaires pour les rendre durables et moins impactant sur le reste du monde.** Les tensions à la hausse des cours internationaux du maïs et du blé sont également la conséquence du développement des élevages intensifs et d'une alimentation très riche en protéines animales, notamment dans les pays du Nord. Par ailleurs très émetteurs en gaz à effet de serre, les systèmes alimentaires du Nord contribuent directement à la crise climatique qui pèse encore un peu plus sur la crise alimentaire en cours. Le modèle agricole exporté contribue aussi à l'appauvrissement de la biodiversité, tant à travers les monocultures que par les pratiques culturales qui diminuent la fertilité des sols. Ils perturbent également les cycles azotés et phosphoré ;

- **à la France de rejeter les tentatives de récupération de ce conflit par certains lobbies¹¹, cherchant à amoindrir des acquis environnementaux indispensables en matière d'agriculture** (ex. fin de la jachère, assouplissement des restrictions sur les intrants chimiques...). Une production accrue de la France de certaines denrées pour l'export, serait une solution court termiste aux conséquences plus que délétères à long terme : accentuation de la dépendance des autres Etats aux importations, aggravation du poids de la France dans la crise climatique, aggravation de l'effondrement de la biodiversité comme du franchissement des limites planétaires de façon plus générale. Le modèle agro-industriel couplé à des flux commerciaux internationaux déséquilibrés met en péril la souveraineté alimentaire des Etats, cela contribue pour une très large part aux crises climatique, sociale et environnementale, causes profondes de la faim. Au contraire, la France doit participer à la rémunération des modes de production qui limitent l'émission de carbone, l'érosion des terres et des côtes, et préservent la biodiversité, tout en taxant les systèmes alimentaires qui favorisent l'utilisation d'engrais azotés, phosphorés, l'émission de gaz à effet de serre... ;
- **aux Etats membres de l'ONU de mettre en œuvre le Droit à l'alimentation et de prioriser l'alimentation humaine** : l'utilisation de céréales pour l'alimentation animale (actuellement : 47% au niveau mondial), ou vers les agro-carburants doit être considérablement réduite. L'utilisation d'engrais minéraux doit également être réduite, en particulier dans les pays à forte consommation, afin d'atténuer les hausses de prix, de réduire les dépendances et de protéger la biodiversité et le climat ;
- **à la France et aux Etats membre de l'ONU de renforcer politiquement et financièrement le Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA)**, instance la plus inclusive pour travailler sur ces questions, et refuser les tentatives des multinationales agro-industrielles, et autres tenants de la Révolution Verte de s'accaparer la gouvernance internationale en matière de sécurité alimentaire (cf. Sommet sur les Systèmes alimentaires organisés en septembre 2021). Les Etats doivent s'engager en faveur d'une coordination internationale pour lutter contre l'aggravation de la crise alimentaire au sein du CSA. Une session spéciale du CSA doit être organisée au plus vite. Les États et toutes les parties prenantes au sein du CSA, y compris les représentations paysannes, doivent être impliqués dans l'élaboration de mesures préventives et d'urgence ;
- **aux pays du G20 qui se réuniront en Indonésie les 15-16 novembre prochains de renforcer la lutte contre la pauvreté et s'engager à mettre fin aux mesures de consolidation fiscale promues par les institutions de finance internationale**. Ces mesures d'austérité imposent aux pays pauvres de réduire les dépenses publiques, ce qui aboutit à un délitement des services essentiels et à des mesures de protection sociale au rabais qui laissent des millions de personnes sur le carreau. Une relance économique mondiale plus juste et plus redistributrice est indispensable pour permettre aux pays à faibles revenus de mobiliser leurs propres ressources budgétaires et qu'ils puissent avoir la marge de manœuvre nécessaire pour déployer des politiques de protection sociale universelle.

CONTACTS ACTION CONTRE LA FAIM

Contacts presse :

Mathieu Fortoul, 07 89 31 55 58, mfortoul@actioncontrelafaim.org

Lorena Guadalupe Rodriguez Alvarez, lrodriguezalvarez@actioncontrelafaim.org

Contact plaidoyer : Pauline Verrière, pverriere@actioncontrelafaim.org

Mars 2022

¹¹ FNSEA, communiqué de presse, [Conséquences de la guerre en Ukraine : l'Union Européenne doit remettre la souveraineté alimentaire en priorité absolue](#), 2 mars 2022.